

# Éducation nationale

## Services publics...

### Il y a urgence pour nos revendications

la  
cgt  
ÉDUC'  
ACTION

**Les carences manifestes de l'État ont rendu nécessaire la période de confinement** de laquelle nous sortons : manques de tests et de masques pour la population, de protections pour les soignant·es (masques, surblouses), de lits dans les hôpitaux, de médicaments, faiblesse des médecins du travail et scolaire, inexistence de médecine de prévention dans notre secteur, indignité des sanitaires dans les écoles et établissements...

**Les nouvelles promesses présidentielles de changement sont nullement crédibles puisque que c'est ce Président qui a imposé et prolongé un état d'urgence sanitaire attentatoire aux droits et lui permettant de s'attaquer au temps de travail ainsi qu'aux congés payés.**

**Cette période aura aussi démontré que les Services publics sont indispensables.**

**Mobilisons-nous pour exiger leur renforcement, notamment celui de l'École, mais aussi pour exiger que le Capital contribue à la sortie de cette crise.**



#### L'abandon des contre-réformes

La conquête d'une École émancipatrice pour les élèves et les personnels passe, au préalable, par **l'abandon des politiques de recul social et des réformes en cours.**

Exigeons immédiatement :

- l'abandon de la réforme Macron des retraites et le retour à la retraite à taux plein à 60 ans et 37.5 années de cotisation ;
- l'abandon de la loi de transformation de la Fonction publique au bénéfice d'une amélioration des statuts ;
- l'abandon des réformes réactionnaires qui font un peu plus de l'École une machine de tri social fondée sur l'autoritarisme et la concurrence (réformes du baccalauréat et du lycée, de la voie professionnelle, de la formation des maîtres, loi Blanquer, loi ORE et Parcoursup...).

#### Des recrutements immédiats

L'École subit depuis trop d'années des suppressions de postes qui dégradent les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

**Exigeons des embauches massives de personnels titulaires** permettant :

- une baisse des effectifs par classes avec des maxima de 15 en maternelle, 20 en élémentaire, collège et Bac pro, 24 en LGT ;
- plus d'enseignant·es que de classes et des moyens de remplacement suffisants ;
- des effectifs étoffés pour les services de la vie scolaire ;
- une véritable médecine scolaire ;
- le renforcement du service social ;
- l'amélioration des conditions de travail des personnels administratifs, techniques, sociaux et des AESH.

La soi-disant « *continuité pédagogique* », malgré les efforts des personnels, n'a pas permis le maintien des apprentissages « normaux » au cours de la période. Elle a, au contraire, démontré le caractère profondément inégalitaire du système scolaire que le ministre n'a fait qu'accentuer depuis sa nomination. **Il est urgent de préparer une rentrée qui rompe avec la logique comptable actuelle et réactionnaire.** C'est l'occasion d'exiger un autre système pour une autre scolarité permettant à l'ensemble des élèves de s'y retrouver. Pour cela, exigeons :

- la fin de la logique de l'autonomie des établissements et de leur mise en concurrence ;
- une refonte urgente des programmes pour mettre fin à l'encyclopédisme et l'élitisme ;
- la fin de la politique du Socle commun ;
- la liberté pédagogique et l'arrêt des injonctions pédagogiques ;
- une orientation choisie pour les élèves et l'abandon de la sélection pour le supérieur ;
- l'arrêt des évaluations nationales.

### Une autre École tout de suite

### Une vraie politique prioritaire

**Le ministre met en avant le décrochage des élèves des milieux populaires comme argument pour la reprise du 11 mai alors qu'il programme minutieusement la fin de la politique d'éducation prioritaire depuis 3 ans.** Pour la CGT Educ'action, l'éducation prioritaire (fondée sur le principe de donner plus à celles et ceux qui ont moins) demeure **une priorité pour une école démocratique et émancipatrice.**

Elle exige le renforcement de l'éducation prioritaire avec :

- le retour des lycées dans une carte nationale de l'éducation prioritaire, fixée sur des critères objectifs et partagés, sans préalable budgétaire ;
- des maxima d'effectifs par classe en éducation prioritaire ;
- l'augmentation des crédits des fonds sociaux.

Dans l'Éducation nationale, comme dans l'ensemble des Services publics, **les personnels ont travaillé d'arrache-pied, dans des conditions difficiles, pour maintenir à minima le service d'Éducation.** Après des années à revendiquer une revalorisation salariale sans conditions et une amélioration de leurs conditions de travail, ils exigent aujourd'hui, avec la CGT Educ'action :

- une hausse de salaire immédiate de 400 € mensuel pour tou-tes, la hausse de la valeur du point d'indice et une revalorisation de l'ensemble des grilles indiciaires avec un rythme d'avancement unique ;
- la titularisation de l'ensemble des non-titulaires, sans condition de concours ni de nationalité ;
- la mise en place d'une véritable médecine de prévention ;
- la baisse généralisée du temps de travail ;
- l'abandon de la territorialisation et de l'exercice d'un pouvoir décentralisé ;
- l'abandon des logiques managériales mises en œuvre depuis des années ;
- le remboursement du matériel informatique des personnels.

### De meilleures conditions de travail

### Réengageons la lutte

À l'image des personnels soignants en lutte pour l'hôpital public, sans rapport de force, nous n'obtiendrons rien de ce gouvernement.

**Construisons dès à présent la mobilisation pour des Services publics renforcés et une société plus juste.**

**La CGT Educ'action exige l'abandon immédiat de l'état d'urgence sanitaire et des ordonnances sur le temps de travail et les congés.**

Elle appelle les personnels à débattre collectivement, dès maintenant, de leurs revendications et des formes de mobilisation pour les imposer.